

Le Report des Elections Communales.

Pour la seconde fois depuis la signature des accords de paix, le Burundi doit procéder aux élections de ses représentants au cours de l'année 2010 : les communales étaient prévues le 21 mai 2010, suivies des présidentielles le 28 juin 2010, avant les législatives du 23 juillet et les sénatoriales le lendemain, et enfin les collinaires devraient les clôturer le 07 septembre 2010.

Alors que le peuple burundais se préparait au vote du 21 mai 2010, grande fut la surprise d'apprendre, par voie médiatique, venant du Président de la commission électorale nationale, le report des élections communales : au lieu du 21 mai prévu, il demande au peuple burundais de rester calme et de se rendre au vote plutôt dimanche le 23 mai 2010. Il a invoqué des problèmes d'ordre technique comme raisons de ce report. Avant de comprendre de quoi il s'agit, la population apprend de la même personnalité, un second report du précédent report, cette fois-ci pour lundi le 24 mai 2010.

La campagne des élections communales avait suscité déjà beaucoup de peur dans les cœurs des burundais en raison des nombreuses violences aussi bien verbales que physiques : elle s'est clôturée dans une atmosphère de terreur, d'enterrement des militants assassinés.

Report des dates

Ainsi, la CENI vient de reporter à deux reprises la date de ces élections : d'abord pour dimanche le 23, ensuite pour lundi le 24 mai 2010. Espérons que ce report sera le dernier.

Les raisons du premier report ? Le président de la commission électorale nationale indépendante avance comme explications « des problèmes techniques » : bulletins de vote livrés en quantité insuffisante pour certains partis politiques, confusion dans la production et l'emballage des bulletins de vote,... Ces explications sont insuffisamment détaillées pour permettre la compréhension du niveau de la ou des) faille(s).

Les raisons du second report seraient d'ordre plutôt religieux, **hum !!!!!** ??? S'il faut comprendre et approuver ce report au cas où la situation se présente réellement telle que décrite par le patron des élections au Burundi, le citoyen lambda est en droit de se poser quelques questions.

1. La (les) faille(s) se situe(nt) à quel niveau « **technique** » : au niveau du cahier de charges, de la passation des marchés, de la fabrication, de la livraison, de la distribution, de l'emballage, ou du nombre des électeurs ?
2. Pourquoi ce marché a -t-il été octroyé à une société dont tout le monde (CENI+Opposition) connaissait les liens avec le pouvoir (affaire Falcon 50, autres marchés publics, dossier des cahiers ougandais etc. ?)
3. Pourquoi la CENI a constaté cette faille si tardivement ? A l'heure de l'annonce, était-il encore matériellement possible de distribuer les cartes d'électeurs de façon à ce que le lecteur les trouve devant l'urne le lendemain à 6 heures du matin ? Technique ou pas technique, il y avait déjà un problème de retard dans l'organisation de la part de la CENI.
4. Pourquoi le second report ? Les explications d'ordre religieux sont très peu convaincantes ou démontrent encore d'une certaine légèreté de la part de la CENI, puisque personne n'ignore ce que

signifie un dimanche avant de les reporter le dimanche.

Que faire ?

Compte tenu de ces questions, le burundais mérite davantage d'explications de la part du président de la commission électorale nationale « **indépendante** » ?????.

L'opposition a contesté mollement la passation du marché de fabrication des cartes d'électeurs à cette société, et elle ne tardera pas à comprendre qu'elle a tout intérêt à être plus vigilante, et à s'impliquer davantage dans le suivi de tout le processus.

Le président de la CENI argue qu'elle n'octroie pas de marché, et que tout a été fait au niveau du PNUD. Confiance n'exclut pas contrôle. Nous avons la chance que la communauté internationale est très présente au Burundi en tant qu'observateur, profitons de cette présence pour éclaircir toutes les zones d'ombre, et pourquoi pas, demander leur aide s'il le faut. En tant que financier, la communauté internationale ne pourra qu'approuver tout ce qui va dans le sens d'organiser « **des élections libres et transparentes** ».

Le Burundi est à la croisée des chemins. La réussite de ces élections sera une victoire du peuple burundais et de la démocratie. Après une décennie de lutte pour la démocratie, le pouvoir et l'opposition ont une grande responsabilité devant l'histoire. L'heure est grave. Il est temps que ceux qui ont lutté pour la démocratie démontrent dans les faits qu'ils y croient, sinon, tout le sang aura été versé pour rien.